Des journalistes formés pour promouvoir la consommation de légumes et les bonnes pratiques culinaires

Les 22 et 23 mai 2025, la ville de Parakou a accueilli une session de formation à l'intention des professionnels des médias sur la *consommation de légumes et les bonnes pratiques culinaires. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la composante 2 du projet Safe Veg avec l'appui de l'Université de Wageningen (Pays-Bas) et du projet CASCADE soutenu par Care International Togo-Bénin et l'Union Européenne.*

Photo de famille

L'objectif de cette activité était d'outiller les journalistes afin qu'ils jouent un rôle de relais dans les communautés, en vue de favoriser un changement de comportement durable en matière d'alimentation. En effet, bien que les médias soient des acteurs clés de sensibilisation, il est constaté qu'ils disposent souvent de connaissances limitées sur la consommation des légumes et les pratiques culinaires appropriées. D'où la nécessité de renforcer leurs capacités dans ce domaine.

Pendant deux jours, des journalistes venus de tous les départements du pays et issus de différents organes de presse (radio, télévision, presse écrite et en ligne) ont pris part à des communications portant sur quatre thématiques principales :

- « Importance des légumes pour l'organisme humain » ;
- « Bonnes pratiques culinaires et d'hygiène des légumes » ;
- « Bonnes pratiques de production maraîchère, y compris qualité sanitaire et quelques indices de reconnaissance des légumes de qualité » ;
- « Pratiques de communication sur la consommation des légumes dans le contexte béninois ».

Ces thèmes ont été développés respectivement par le Dr Yann Eméric Madode, professeur associé de biochimie et technologies alimentaires à l'Université d'Abomey-Calavi, Djibril Aboubacar et Marcel Beria, expert en communication.

En plus des exposés, les participants ont pris part à des travaux de groupe, partages d'expériences et échanges de connaissances, ce qui a enrichi la formation et favorisé une meilleure appropriation des messages.

À l'unanimité, les journalistes ont salué la pertinence des thématiques abordées et la richesse des échanges. Ils ont exprimé le souhait de voir ce type d'initiative se pérenniser afin de renforcer régulièrement leurs compétences.

Lors de la clôture de l'atelier, le Dr Janvier Egah, enseignant à la Faculté d'Agronomie de l'Université de Parakou et coordonnateur national de la composante 2 du projet SAFEVEG, a exprimé sa satisfaction quant à la participation des journalistes :

« C'est le moment pour moi de témoigner toute ma gratitude à

l’endroit de toutes les faitières des professionnels des médias. Votre disponibilité, votre engagement nous ont marqué et cela nous rassure du fait que nous resterons ensemble pour poursuivre le combat, c’est-à-dire la lutte contre l’insécurité alimentaire. »

De son côté, Florence Honvo Bello, cheffe du sous-bureau de Parakou pour la coordination des actions de l’Agence Nationale de l’Alimentation et de la Nutrition (ANAN), a formulé le vœu que les connaissances acquises servent durablement les productions médiatiques des participants. *Le rôle des professionnels des médias n’est plus à démontrer. Ils sont importants dans la transmission des messages*. C’est pourquoi, elle a souhaité qu’ils deviennent « des ambassadeurs convaincus de la promotion des légumes et des bonnes pratiques culinaires au service de la santé ». Les médias sont invités à *influencer durablement les habitudes alimentaires, à déconstruire les idées reçues et promouvoir les bonnes habitudes nutritionnelles.*

Megan Valère SOSSOU

Le projet CASCADE pour des régimes alimentaires sains et équilibrés dans les cantines scolaires

Le programme des cantines scolaires du gouvernement du Bénin reçoit un appui important du projet CASCADE mis en œuvre par le consortium CARE et GAIN. Plusieurs millions de francs CFA investis par des communes du nord et du sud pour

l'amélioration de la nutrition des élèves fréquentant 5709 écoles publiques à cantine. Des résultats positifs motivés par les interventions du projet CASCADE au bout de deux années d'intervention.

Des élèves d'une cantine scolaire

Au Bénin, le programme des cantines scolaires est l'un des programmes phares du gouvernement visant à offrir un repas chaud par jour aux écoliers des établissements publics. Depuis 2018, la première initiative dénommée Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI) avait pris en compte des écoles primaires publiques autrefois sans cantine scolaire. Dans un article de 2022 sur l'état d'avancement des cantines scolaires, publié sur le site officiel du gouvernement, *le budget consacré aux cantines scolaires est passé de 1,5 milliard en 2016 à 48,7 milliards de Francs CFA en 2022"*. Malgré ces investissements, les cantines scolaires semblent ne pas satisfaire la qualité nutritionnelle et sanitaire des repas chauds servis aux écoliers. Cette situation a été évoquée par les acteurs du système éducatif et

demeure un souci permanent aux membres des Cadres de Concertation Communale (CCC). Le suivi des services de nutrition offerts dans les communes constitue une activité importante du projet CASCADE. A cet effet, pour améliorer les services de nutrition, le projet CASCADE en collaboration avec ses partenaires et les CCC, a identifié le service ‘’ qualité des aliments servis par les cantines scolaires’’ pour apprécier la qualité des repas dans les 20 communes d’intervention du projet. L’approche Carte Communautaire de Performance (CCP) a été utilisée pour évaluer ce service ; rappelons que la CCP est un outil participatif de redevabilité sociale pour améliorer la qualité et la performance des services offerts aux communautés avec l’implication des acteurs de prise de décision ; Eudes HOUGBENOU, Assistante du gestionnaire du projet CASCADE souligne : « ***Il a été jugé pertinent pour CASCADE de réaliser la Carte Communautaire de Performance, afin de rapprocher les bénéficiaires et les prestataires de ce service. Cela facilitera la mise en œuvre d’un mécanisme de redevabilité, essentiel pour améliorer les performances des services. ».*** A ce titre, elle a permis de recueillir les perceptions des bénéficiaires sur le service de nutrition évalué et de proposer des actions de mitigation. A Kalalé dans le département du Borgou, malgré les efforts fournis au profit des cantines scolaires, la qualité des repas servis aux enfants reste à améliorer. Un fait que confirme Taïrou BANI KAO, Directeur de l’école primaire publique de Bessassi groupe A : ***« La difficulté que nous avons souvent, c’est une question de qualité. Les repas sont préparés sans des protéines ».***

Après le diagnostic posé par le projet CASCADE à travers la Carte Communautaire de Performance (CCP), le projet a procédé à la formation des cadres techniques des communes sur l’outil Score d’Intégration de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle SISAN. A la suite de ces deux initiatives plusieurs millions ont été votés dans le budget 2024 en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN). Aussi, les

Plans Annuels d'investissement (PAI) et plan de Travail Annuel (PTA) 2025 ont-ils connu une amélioration importante pour la prise en compte de la SAN. Au total, dix millions ont été décaissés par le budget communal au titre de l'année 2024 pour achat d'aliments de source protéinique et distribués aux écoles à cantines. ***« Avec le projet CASCADE, le conseil communal a compris qu'il faut accompagner le programme alimentaire des cantines, et ceci, en inscrivant des lignes de nutrition dans le budget communal. Et individuellement, il y a des élus qui sortent de l'argent de leur poche pour soutenir les cantines scolaires*** » a souligné Monsieur Sidi SIAKA le deuxième adjoint au Maire de Kalalé. Cet apport du conseil communal et des élus locaux grâce au projet CASCADE a eu des effets positifs ressentis dans les assiettes des enfants. Selon Taïrou BANI KAO : ***« Le projet CASCADE a pu convaincre la mairie qui appuie depuis 2024 en condiments comme des poissons, des œufs, des épices…et nos enfants ont aujourd'hui la chance d'être bien servis et de manger un repas complet»***.

A Klouékanmè dans le département du Couffo, les soixante-quinze écoles de la commune sont également impactées positivement par les interventions du projet CASCADE. Hormis les descentes inopinées qu'organisent fréquemment les membres du comité de supervision à travers le CCC, pour analyser les conditions d'hygiène des repas destinées aux enfants dans les cantines, c'est le conseil communal qui a appuyé les cantines avec un budget de trois millions de francs CFA. La question va au-delà d'une simple alimentation. Mais c'est un sujet qui détermine la qualité de la ressource humaine que le Bénin désire pour l'avenir. Pour Monsieur Aimé AKANDO, premier Adjoint au Maire de Klouékanmè : ***« Si on n'est pas sûr de garantir la qualité des repas à nos enfants, on n'est pas sûr non plus de garantir une bonne santé à nos enfants qui sont tenus de nous remplacer ».***

Les perspectives du projet CASCADE pour les cantines scolaires sont grandes d'ici 2026, année qui marquera la fin du projet.

L’implication des Mairies, des groupements AVEC, l’Union Communale des Producteurs, des communautés et des élus dans la gestion des cantines ; la disponibilité d’eau potable dans toutes les écoles à cantines, l’adoption des bonnes pratiques d’hygiènes et la diversification alimentaire dans les écoles à cantine sont entre autres des actions que projettent CASCADE.

A travers ces différentes actions, le projet CASCADE devient un véritable appui pour la bonne nutrition des enfants dans les écoles publiques qui est une priorité pour le gouvernement béninois.

Bamidélé LAOUROU

Amélioration de la nutrition à travers l’augmentation des rendements agricoles : le projet CASCADE change les pratiques de production des communautés béninoises.

A Tanguiéta dans le département de l’Atacora, les acteurs de la filière riz ont désormais de quoi se réjouir. Avec l’introduction de nouvelles techniques et outils propres à l’approche Farmers Field Business School (FFBS), les estimations en termes de tonnage ont largement augmenté grâce au projet CASCADE;. Plus de quatre (04) tonnes à l’hectare au cours de la campagne 2024 contre deux (02) tonnes par le passé.

Champ d’expérimentation de l’approche FFBS de la coopérative des producteurs de riz de Sonta, commune de Tanguiéta

L’Atacora est l’un des départements d’intervention du projet CASCADE, réputé pour la production du riz local. Ce riz riche en nutriments et prisé par les populations, est devenu de plus en plus rare sur le marché. Cet état de chose est dû aux facteurs tels que les variations climatiques et les techniques de production désuètes. Avec l’avènement du projet CASCADE, le secteur rizicole dans l’Atacora renait de ses cendres, avec l’approche FFBS. *Farmers Field Business School (FFBS) est* une approche d’apprentissage par la pratique qui intègre pratiques d’agriculture durable, engagement sur le marché, genre, sécurité alimentaire et nutritionnelle, autonomisation des groupes vulnérables ainsi que le suivi et l’évaluation.

En 2024, la coopérative villageoise des producteurs de riz du village Sonta a adopté l’approche FFBS avec la mise en application de ses outils et techniques. Selon Pascaline KOUENE, secrétaire de la coopérative *« cette première expérience est très positive. Les membres de notre coopérative sont satisfaits parce que nous avons augmenté le rendement et notre bien-être grâce à l’approche FFBS du projet CASCADE »*.

Placée au cœur de tous les efforts, l’amélioration de la nutrition des femmes en âge de procréer et des enfants de 0 à 10 ans, est l’objectif principal poursuivi par le projet CASCADE. Par le passé, les producteurs ont tendance à brader presque toute leur production et faire face à des pénuries en période de soudure. Mais le projet CASCADE prône la priorisation de la consommation des produits par le producteur lui-même et la conservation d’une part pour la vente à un meilleur prix sur le marché. Pascaline KOUENE et sa coopérative ont pris conscience de cette nécessité et témoignent : *« Les partenaires du projet CASCADE nous ont longtemps sensibilisé sur la nécessité pour nous de manger le riz que nous produisons au lieu d’aller tout vendre au marché à vil prix. D’ailleurs notre riz est de très bonne qualité et*

nous et nos familles devons en consommer ».

« *La mise en œuvre de l'approche FFBS est une expérience réussie pour le projet CASCADE. Elle permet de regrouper les femmes autour du concret tout en renforçant leur capacité à mieux produire, à mieux vendre et à s'auto-suffire* » témoigne Fiacre ALLADAYE, Chargé de projet CASCADE au sein de l'ONG ERAD, partenaire de CARE Bénin/Togo dans la mise en œuvre du projet. Des hommes bien outillés pour une meilleure applicabilité des principes de l'approche qu'a introduit le projet CASCADE, mais c'est aussi une synergie bien structurée entre différents acteurs de la filière : *« Nous avons mis en place un dispositif de pérennisation qui regroupe tous les acteurs à savoir : la DDAEP, l'ATDA/CCeC, les structures agréées en conseil agricole, les producteurs et les bénéficiaires qui sont les groupements de femmes…En dehors de cette organisation technique, le projet CASCADE a également mis à la disposition des unités de démonstration (UD), tous les intrants agricoles nécessaires à la production. Toutes les activités notamment l'application des innovations, le déroulement des modules de formation et la définition des stratégies de réplication de l'approche, se sont déroulées sous le leadership des responsables de la DDAEP Atacora, de l'ATDA Pôle 3 et de ERAD ONG »* a rajouté le Chargé de projet à ERAD ONG.

Pour bien se nourrir, la disponibilité des aliments est l'un des piliers importants. Renforcer ce pilier de la sécurité alimentaire, est devenu un défi important pour l'équipe du projet CASCADE. C'est ce qui fonde les partenariats avec les structures gouvernementales comme l'Agences territoriales de Développement Agricole (ATDA). Au sein de cette structure, les résultats obtenus à travers l'approche FFBS témoignent de la qualité de la synergie d'action. Selon Taofik TAPE BATTA, Chef de la Cellule Communale de Tanguiéta, l'approche FFBS est une approche innovante que l'ATDA a découverte. Il témoigne : *« Nous sommes satisfaits par rapport aux résultats*

obtenus. Dans la zone, l'état des lieux montrait un rendement moyen qui tournait autour de deux (02) tonnes à l'hectare. Et lorsqu'on a mis en œuvre cette approche au niveau de la parcelle vulgarisée, nous sommes allés à quatre (04) tonnes à l'hectare. »

L'approche FFBS a été également appliquée dans d'autres communes du Bénin. A Nikki dans le Borgou et à Toviklin dans le Couffo, plusieurs groupements ont appliqué les techniques de cette approche, avec des résultats positifs enregistrés dans la production des fruits et légumes, de même que la production du niébé.

L'adoption des approches innovantes en termes de production agricole par les communautés leur ouvre ainsi les portes sur un avenir plus prometteur en termes de disponibilité alimentaire pour l'amélioration de la nutrition au sein des ménages Béninois. Chaque ménage s'engage donc à dupliquer l'approche pour la disponibilité alimentaire.

Bamidélé LAOUROU

Sécurité des soins au Bénin : l'ARS et Amnesty International œuvrent pour une charte des droits et devoirs des patients

L'Autorité de Régulation du secteur de la Santé (ARS), avec l'appui financier d'Amnesty International, a organisé un

atelier de co-construction et de pré-validation de la charte des droits et devoirs des patients au Bénin. Cet événement, qui a démarré le 11 mars et s'est achevé le 14 mars 2025, a rassemblé divers acteurs : société civile, professionnels de la santé, médias, associations de défense des droits humains et experts.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la campagne d'éducation aux droits à la santé suivie de plaidoyer institutionnel conduite par Amnesty International. Selon Eric-Orion Biao, coordonnateur Éducation aux Droits Humains à Amnesty International, ce projet de charte faisait déjà partie des priorités de l'ARS dans son programme de renforcement du dispositif de sécurité des patients au Bénin. *« Amnesty International nourrissait une profonde ambition pour sa concrétisation »,* a-t-il souligné avant d'expliquer que cette charte aura pour objectif de faire des patients et patientes des acteurs et actrices actifs et actives de leur propre santé.

Un document consensuel et participatif

Durant trois jours d'échanges, de communications et de travaux de groupe, les participants ont identifié 16 droits et 8 devoirs pour le projet de charte, ainsi qu'un plan national de vulgarisation.

Pour Enock Boni, juriste expert en droit de la santé à l'Autorité de Régulation du secteur de la Santé (ARS), *« le patient a des droits, mais il a aussi des devoirs. Or, la plupart des citoyens ignorent leurs droits en matière de soins de santé, ce qui limite leur capacité à les faire valoir. »*

Selon lui, l'initiative vise à doter les établissements de santé d'une charte unique, harmonisée et standardisée. Ainsi, les droits des patients resteront identiques dans tous les centres de santé du pays, garantissant un traitement équitable

et respectueux. « Posséder un droit sans le connaître, c'est presque ne pas l'avoir », a-t-il insisté.

Dagbeto Dieudonné, directeur exécutif d'Amnesty International Bénin, est revenu sur les motivations de cette initiative lors de la pré-validation des documents. Il explique : *« Amnesty International a commandité en 2023 une étude qui a révélé plusieurs situations peu reluisantes, notamment une relation parfois tendue entre certains patients et certains professionnels de la santé, ce qui impacte la qualité des soins offerts. »* Amnesty International Bénin reste engagé à poursuivre les prochaines étapes, notamment la finalisation, la signature et la vulgarisation de la charte pour la sécurité des patients au Bénin.

Pour Elisée Sessi Kinkpé, chargée de mission et représentant le ministre de la Santé, cette charte constitue un outil indispensable pour améliorer l'offre de soins de santé au Bénin.

Depuis le 28 mars 2024, un dispositif de sécurité des patients a été déployé dans tous les établissements de santé au Bénin par l'ARS. Son président, le Pr Lucien Dossou-Gbèté, a salué l'engagement des parties prenantes dans l'élaboration de cette charte : *« Vous apportez la preuve de la bonne compréhension et de l'importance que revêt la sécurité des patients. (…) C'est ensemble que nous pouvons enrichir ce projet de charte et garantir qu'il réponde aux besoins et aux aspirations des parties prenantes. »*

Une implication nécessaire des professionnels de santé

L'un des participants, Odelvis Camille Santos, médecin généraliste et membre de la commission d'écoute client de l'hôpital Saint-Martin de Papane à Tchaourou, a appelé les professionnels de santé à voir cette charte non pas comme une contrainte, mais comme un levier pour améliorer la qualité des soins. Il les invite à s'approprier son contenu afin d'en

assurer une mise en œuvre efficace.

L’atelier de co-construction et de pré-validation de la charte des droits et devoirs des patients a permis d’élaborer une charte et un plan national de vulgarisation, deux outils qui contribueront à renforcer la protection des patients et à promouvoir un accès équitable à des soins de qualité au Bénin.

La balle est désormais dans le camp des autorités et des acteurs de la santé pour assurer la mise en application effective de cette charte dans tout le pays après sa validation définitive.

Megan Valère SOSSOU

Sécurité des soins au Bénin : Une charte pour garantir les droits et devoirs des patients

L’Autorité de Régulation du Secteur de la Santé (ARS), avec le soutien d’Amnesty International, a organisé un atelier pour co-construire et pré-valider une charte des droits et devoirs des patients au Bénin. Ce document vise à harmoniser les droits des patients dans tous les établissements de santé et à renforcer leur rôle actif dans leur propre prise en charge.

Ecoutez le reportage de Venance Ayébo Tossoukpe, prise de sons Megan Valère SOSSOU

Lancement du programme Voix EssentiELES au Bénin : une nouvelle ère pour l’inclusion et le leadership des femmes

Ce mercredi 12 mars 2025, la Salle Cèdre de l’hôtel Golden Tulip de Cotonou a accueilli le lancement de la deuxième phase du programme Voix EssentiELLES au Bénin, initié par Speak Up Africa avec le soutien financier du Fonds Mondial et de la Fondation CHANNEL. Placée sous le signe d’une solidarité renforcée entre partenaires, cette nouvelle phase vise à amplifier l’impact du programme au Bénin, au Togo et en Côte d’Ivoire.

Frantz Oke, Coordonnateur de Speak Up Africa Bénin, a ouvert la rencontre en souhaitant la bienvenue aux partenaires, aux bénéficiaires et aux représentants des médias. Il a ensuite présenté Speak Up Africa, une organisation engagée dans la transformation sociale et le renforcement du leadership des femmes et des filles en Afrique francophone.

L’introduction de Voix EssentiELLES au Bénin met un accent particulier sur la voix, la prise de décision et le leadership des femmes, des éléments clés de leur autonomisation. L’objectif est de garantir une participation significative des femmes et des filles dans toutes les sphères de prise de décision.

En assurant une inclusion effective des femmes et des filles dans toute leur diversité, Voix EssentiELLES s’attache à influencer positivement les politiques et programmes de santé

en Afrique de l’Ouest et du Centre a rappelé Marielle Montcho.

Un programme pour l’autonomisation et la prise de décision des femmes

Les organisations et réseaux locaux impliqués dans cette deuxième phase ont ensuite présenté leurs thématiques de travail et leurs zones d’intervention. Speak Up Africa collabore avec 15 organisations au Burkina Faso, 12 en Côte d’Ivoire et 10 au Bénin, en partenariat avec des réseaux médiatiques comme le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l’Environnement (REMAPSEN).

Au Bénin, une dizaine d’organisations bénéficient du programme, parmi lesquelles : ROAJELF, FADEC ONG, ICONE 360, Fondation des Jeunes Amazones pour le Développement, Réseau des Féministes du Bénin, Fondation Reine Hangbé, Bénin Women Alumni Association, Fondation de la Reine Natabou de Toviklin, et bien d’autres.

“Ces organisations vont travailler d’arrache pied pour mettre en place des plaidoyers efficaces qui visent à obtenir soit des lignes budgetaires, soit des changements de politique au niveau local et national pour l’amélioration de l’accès au service de santé pour les femmes dans leurs communautés” a laissé entendre Christiane Yelibi, Coordonnatrice Voix Essentielles.

Tout en saluant les projets portés par les bénéficiaires, Dr Odjè Adeichan, secrétaire permanent de l’instance Nationale de Coordination des Ressources du Fonds Mondial a invité à une gestion transparente des ressources à allouer.

Victorine Kemonou Djitrinou, Présidente de la Fondation Reine Hangbe se réjouit de l’appui de Speak Up Africa pour relever le défi des droits à la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles dan la ville de Porto-Novo.

Comme elle, sa majesté Adjignon Natabou, Présidente de la Fondation Reine Adjignon Natabou est convaincue que l'accompagnement de l'initiative Voix Essentielles permettra de conduire une communication stratégique pour la lutte contre le paludisme dans la zone sanitaire Klouekanme-Toviklin – Lalo avec l'implication des leaders religieux et traditionnels.

La Présidente du Caucus des Femmes Parlementaires du Bénin, He Djamilatou Sabi Mohamed, et l'Honorable Aké Natondé ont exprimé leur enthousiasme quant à la participation du Bénin à ce programme, soulignant l'implication des parlementaires béninois dans la réussite de Voix Essentielles.

Rappelons que depuis 2021, Voix Essentielles a permis à plus d'une vingtaine d'organisations et de réseaux locaux de femmes et de filles Burkina Faso, au Sénégal et en Côte d'Ivoire de jouer un rôle actif dans le changement des paradigmes sociaux.

Mahougnon Josué Tchagnonsi

Retrait des États-Unis de la santé mondiale : une menace pour la recherche et les populations vulnérables

L'Académie nationale de médecine exprime une prise de position officielle. L'Académie dans sa séance du mardi 11 mars 2025, a adopté le texte de ce communiqué par 62 voix pour, 8 voix contre et 8 abstentions.

Les récentes mesures des États-Unis : des conséquences délétères pour la santé mondiale et la recherche médicale internationale En participant aux activités de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), à la mise en action de ses différentes résolutions, à la gestion des crises pandémiques successives, les États-Unis ont ces dernières années massivement investi dans le financement et la gouvernance de la santé mondiale où ils jouent un rôle prédominant.

Ce pays a fourni ainsi avec 12,4 Mds$ en 2023 plus de 40 % de l'aide publique au développement en santé dans le monde, sur un total de 23 Mds$ (1). Les récentes décisions de la gouvernance américaine de se désengager de ses actions en faveur de la santé mondiale, et de supprimer la plupart de ses dépenses s'y rapportant, marquent une profonde rupture, qui aura des conséquences délétères pour les populations, dans l'équilibre des efforts menés.

Ces décisions concernent :

1. La restructuration de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) avec une réduction drastique du personnel et une baisse significative des fonds alloués aux programmes humanitaires et sanitaires (2). Ceci bouleverse les approvisionnements en médicaments, les infrastructures de santé et les réponses d'urgence aux crises humanitaires (3).
2. Le gel du Plan d'urgence pour la lutte contre le SIDA/VIH (PEPFAR), compromettant des initiatives cruciales dans plus de 50 pays et mettant en péril les avancées réalisées dans la réduction de la transmission du VIH/SIDA (4).
3. La réduction du financement du National Institute of Health (NIH) et des projets associés de recherche médicale (plafonnement à 15 % des coûts indirects) (5) qui impacte les recherches sur les vaccins, les traitements contre les maladies infectieuses et non

transmissibles, compromettant le développement de nouveaux traitements (6) (7). De nombreux essais cliniques internationaux et recherches collaboratives risquent ainsi d'être suspendus, les accès aux bases de données de programmes ciblés (VIH/SIDA, recherches en lien avec le genre, données climatiques etc.), supprimés. Ces coupes budgétaires vont affecter l'ensemble de la recherche médicale aujourd'hui mondialisée.

4. La réintroduction du « Global Gag Rule » qui empêche tout financement des ONG internationales qui diffusent des informations et aident à l'interruption volontaire de grossesse entraînant une baisse significative des financements destinés à la santé reproductive et maternelle, notamment en Afrique et en Asie, impactant l'accès aux soins prénataux et aux contraceptifs (8).
5. Le retrait du financement de l'OMS et celui progressif du personnel américain, qui privera l'organisation d'environ 20 % de son budget, affectant les campagnes de vaccination, la coordination des réponses sanitaires et la surveillance des pandémies, désormais sans lien avec les Centers for Disease Control (9) (10) (11) (12), ainsi que la surveillance des maladies non transmissibles.
6. Le retrait des États-Unis de plusieurs organisations multilatérales internationales et de ses contributions à des institutions-clés comme l'UNESCO et le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU (UNHRC), qui affectera les populations les plus vulnérables (13).

Ces mesures peuvent encore faire l'objet de révisions ou d'annulations, de dérogations ou de limitation dans le temps. Cependant, compte tenu du rôle et de l'importance de la contribution américaine à la santé mondiale, elles remettent en question non seulement la coordination, le financement de ces actions mais aussi la recherche et l'innovation dans ce

domaine (14), au détriment des populations les plus vulnérables.

Face à ces décisions aux conséquences potentiellement délétères pour la santé mondiale, l'Académie nationale de médecine de France estime essentiel de :

– Maintenir un engagement collectif dans la santé mondiale, en garantissant l'accès aux soins et aux services des personnes directement affectées par l'arrêt brutal des programmes d'aides sanitaires, en exprimant une solidarité envers les chercheurs et personnels de santé concernés par ces restrictions, en renforçant les collaborations en cours et à venir.

– Repenser l'architecture et la gouvernance de la santé mondiale, en précisant notamment le rôle de l'OMS ainsi que la contribution respective des financements internationaux et des fonds domestiques.

– Affirmer un « leadership » européen avec une position commune et proactive définissant une volonté de coordination participative face au retrait américain. La France devrait se donner les moyens d'y jouer un rôle majeur et emporter l'adhésion de ses partenaires à ces nouvelles ambitions.

Regards croisés d'un chercheur, d'une avocate et d'une jeune activiste

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, célébrée chaque 8 mars et dont le thème pour cette

année est « Pour TOUTES les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation », le Partenariat de Ouagadougou met en lumière les contributions d'une avocate, d'une jeune activiste et d'un enseignant-chercheur, tous engagés pour la promotion des droits des femmes. Leurs actions, bien que spécifiques, se renforcent mutuellement, créant une dynamique de changement et d'émancipation collective.

Ils s'appellent Pr Georges Guiella, enseignant-chercheur à l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou, Me Francine Aka-Anghui, avocate en Côte d'Ivoire, et Oumou Hawa Diallo, une jeune activiste féministe guinéenne. Bien que provenant de milieux et de parcours différents, ces trois acteurs partagent un objectif commun : l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. Comme l'a mentionné Me Francine Aka-Anghui, *« Force est de constater qu'il y a une déperdition des filles au fur et à mesure de l'avancement dans les études ».* Ce phénomène souligne la nécessité de garantir une égalité des chances pour toutes les filles, indépendamment de leur contexte social ou économique, et de lutter contre les obstacles qui entravent leur éducation et leur autonomisation.

Pour Me Francine Aka-Anghui, présidente de l'Association des Femmes Juristes de la Côte d'Ivoire, spécialiste des droits de l'Homme et des droits des femmes, les défis pour garantir les droits des femmes sont immenses. Son association plaide pour des réformes législatives et une meilleure application des droits des femmes. *« Nous menons des activités de plaidoyer auprès des gouvernements pour améliorer la législation sur les droits des femmes et toutes les questions y afférentes. Nous encourageons aussi le leadership féminin à travers des formations et des activités en réseau »*, a-t-elle affirmé. La jeune activiste féministe guinéenne, Oumou Hawa Diallo, membre du Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée, Coordinatrice du programme « Girls Talk Guinée » et membre du Think Tank Jeunes du Partenariat de Ouagadougou, appelle ses pairs à s'engager

pour déconstruire les stéréotypes de genre au niveau communautaire.

Ces deux actions se rejoignent et sont interconnectées car les réformes législatives nécessitent des évolutions des normes sociales pour être véritablement efficaces et l'engagement social bénéficie du soutien législatif pour garantir la protection des droits. En effet, les réformes légales doivent aller de pair avec des changements de mentalités pour que l'égalité de genre devienne une réalité tangible. *« Les jeunes peuvent jouer un rôle clé en devenant des ambassadeurs du changement et en militant activement pour les droits des jeunes filles et des femmes, en réalisant des activités communautaires liées aux droits sexuels et reproductifs, à l'égalité de genre et à la lutte contre les violences basées sur le genre »*, affirme Oumou Hawa Diallo, lauréate du concours photo du coaching Femme Modèle en 2022.

Mme Aka-Anghui, tout comme l'activiste Diallo, mène des activités pour sensibiliser les communautés aux droits des femmes et à l'égalité des droits. Elle organise des formations, des campagnes de sensibilisation et des ateliers sur les droits humains, l'éducation et la santé des femmes, en impliquant aussi les hommes et les jeunes garçons pour changer les perceptions et comportements sexistes, mais surtout les leaders communautaires, les guides religieux, les chefs de villages et de communauté.

Les résultats des recherches du Pr Guiella, conseiller de recherche du Partenariat de Ouagadougou (PO), mettent en lumière l'impact des normes sociales sur l'autonomisation des femmes, et trouvent un écho dans les initiatives d'Oumou Hawa Diallo et de Me Aka-Anghui, qui œuvrent à déconstruire ces normes au niveau local et communautaire.

En termes clairs, les travaux de recherche du Pr Guiella ont montré que l'autonomisation des femmes, en particulier dans le domaine de la santé reproductive, est profondément liée à la

prise de décisions individuelles et collectives. Ses recherches ont révélé les obstacles systémiques (normes sociales, domination masculine) qui freinent cette autonomisation. *« Depuis 2019, l'ISSP, à travers sa plateforme de recherche PMA (Performance Monitoring for Action), collecte et analyse des données pour étudier le lien entre égalité de genre et autonomisation des femmes, en particulier dans le domaine de la santé et du bien-être des femmes. Ces données, accessibles aux chercheurs, portent, entre autres, sur l'autonomie décisionnelle en matière de santé reproductive, le poids des normes sociales et de genre relatif à la sexualité et à la fécondité, la coercition reproductive, etc. »*, s'est réjoui le Pr Guiella.

Ces trois acteurs, par leurs approches complémentaires, incarnent l'essence de l'engagement pour l'égalité de genre, de la recherche académique à l'action législative en passant par l'engagement communautaire. La recherche fournit les preuves nécessaires à l'action politique et sociale, tandis que l'engagement pratique des activistes et des juristes participe à l'évolution des politiques publiques et des mentalités. Leurs contributions se croisent et se renforcent pour dessiner un avenir où l'égalité de genre est pleinement réalisée.

À l'endroit de ses pairs, Hawa Diallo a dit ceci : *« Vous êtes capables et vous méritez de vivre dans un monde où vos droits sont respectés et vos rêves peuvent devenir réalité. Ne laissez jamais les obstacles ou les normes sociales vous définir. Prenez la parole, osez rêver grand, élevez-vous, et rappelez-vous que l'égalité de genre est un droit, pas un privilège. Votre voix compte, votre avenir est entre vos mains, et ensemble, nous pouvons construire une société plus juste pour toutes les filles et femmes. Ne sous-estimez jamais votre potentiel. »*

Le CHIC recrute pour son ouverture prochaine…

Dans le cadre de son ouverture progressive en 2025, le Centre Hospitalier International de Calavi (CHIC) poursuit le renforcement de ses équipes. L'établissement recherche des professionnels qualifiés dans les domaines paramédicaux, techniques, logistiques et administratifs. Ces recrutements sont essentiels pour assurer une prise en charge optimale des patients et faire du CHIC un pôle d'excellence en Afrique de l'Ouest.

Le CHIC s'inscrit dans la politique gouvernementale d'amélioration du système de santé et de modernisation des infrastructures hospitalières. Avec une capacité de 434 lits et places, il proposera progressivement un large éventail de spécialités médicales et chirurgicales, soutenues par un plateau technique de pointe. Ce projet médical ambitieux repose sur une prise en charge spécialisée, une approche multidisciplinaire et un environnement de travail moderne et performant.

Cette campagne de recrutement est confiée à AP-HP international, avec l'appui d'Alternis Staffing, un cabinet international spécialisé dans le recrutement et l'intérim via des solutions digitales. Le CHIC recherche des professionnels engagés, en quête d'excellence, d'innovation et animés par un profond sens du service au patient. Les premières recrues sont attendues dans les toutes prochaines semaines pour participer activement à la phase d'ouverture de l'hôpital. Les candidats peuvent postuler via le lien du recrutement : https://www.chichopital.bj/recrutements

Le triomphe historique du Niger sur la cécité des rivières est une lueur d’espoir pour l’Afrique.

Une tribune de Dr. Paulin Basinga sur l’élimination de l’onchocercose au Niger

Dans un petit village de la région de Tahoua, au Niger, un homme du haut de ses 80 ans est assis à l’ombre, ses yeux voilés par une cécité irréversible. Sa femme, septuagénaire, est assise à proximité, son corps couvert de cicatrices sous ses vêtements. Ils font partie des dernières personnes au Niger que le Dr Salissou Adamou a traitées pour la cécité des rivières (également connue sous le nom d’onchocercose), une maladie cruelle qui prive les gens de leur vue, de leur santé et de leur dignité.

Environ 70 % des membres de cette communauté ont souffert de la cécité des rivières, l’une des 21 maladies tropicales négligées (MTN) qui, à elles seules, touchent plus d’un milliard de personnes dans le monde. Cette maladie a fait des ravages dans les écoles et les exploitations agricoles locales, plongeant les familles dans la pauvreté. Un grand nombre de leurs voisins ont fui en cherchant une solution, à la fois pour échapper à la maladie et pour fuir la peur.

En moins d’une génération, le contexte s’est remarquablement amélioré. Cela est dû en grande partie grâce à M. Salissou, qui coordonne le programme national de lutte contre la cécité

des rivières au Niger avec le soutien du Comité pour l'élimination de l'onchocercose, un réseau mondial d'ONG et d'experts de la maladie, ainsi que des sociétés pharmaceutiques et des donateurs. Plus tôt dans la journée, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a certifié que le Niger avait éliminé la cécité des rivières en tant que problème de santé publique, ce qui signifie qu'aucun enfant né au Niger aujourd'hui ne craindra d'être aveugle de façon permanente à cause de cette maladie évitable.

Cette avancée extraordinaire, qui s'est faite en 45 ans, n'est pas seulement un triomphe en matière de santé publique. C'est la preuve de ce qui est possible lorsque les pays touchés et les donateurs mondiaux s'unissent derrière un objectif commun.

Et ce ne sera pas la dernière, car chaque jour, des champions locaux comme le Dr Salissou font tomber les barrières pour éliminer les MTN et s'assurer qu'elles ne reviennent pas. Certains font office d'historiens, passant au peigne fin de vieilles cartes et de vieux dossiers pour identifier tous les villages qui ont signalé un cas. D'autres se portent volontaires pour servir d'appât humain, s'asseyant pendant des heures sur le lit des rivières – la peau exposée – pour attirer et attraper de minuscules mouches avant qu'elles ne piquent, une tâche dangereuse mais nécessaire qui permet aux scientifiques de suivre la propagation de la maladie.

Leurs efforts inlassables méritent à la fois une large reconnaissance et le soutien total des bailleurs de fonds et des décideurs politiques.

Les programmes visant à éliminer les MTN telles que la cécité des rivières font bien plus que restaurer la santé. Ils permettent aux enfants de rester à l'école, aux adultes d'aller travailler et aux familles d'échapper à la pauvreté. Rien qu'au Niger, on estime que l'élimination de la cécité des rivières ajoutera 2,3 milliards de dollars à l'économie du pays en permettant à un plus grand nombre de personnes de

mener une vie productive. Le rapport coût-efficacité est frappant : de nombreuses personnes peuvent être atteintes et traitées pour moins de 50 cents de dollars par personne.

À l'échelle mondiale, 55 pays ont désormais éliminé au moins une MTN, ce qui représente plus de la moitié du chemin à parcourir pour atteindre l'objectif de 100 pays d'ici à 2030 fixé par l'OMS. Plus de 20 de ces pays se trouvent en Afrique, ce qui constitue un exploit remarquable compte tenu de la charge de morbidité disproportionnée de ce continent. Pourtant, plus d'un milliard de personnes dans le monde restent exposées au risque. Pour honorer les efforts des champions locaux et accélérer les progrès, les programmes de lutte contre les MTN ont besoin de ressources plus importantes et de meilleure qualité.

Tout d'abord, les gestionnaires de programmes ont besoin de données fiables pour comprendre les lieux de propagation des maladies afin que les personnes reçoivent un traitement en temps voulu. Des technologies telles que l'intelligence artificielle et la cartographie géospatiale, qui combinent des données sur les conditions météorologiques, les populations et d'autres éléments de manière visuelle, permettent de localiser plus précisément les habitats changeants des insectes vecteurs de maladies, afin que les équipes sachent dans quelles zones allouer des ressources. Les investissements dans le développement de ces outils permettront de s'assurer que les programmes les exploitent au maximum.

Le dépistage des maladies n'est qu'une partie du défi. Les équipes chargées des programmes ont besoin de médicaments efficaces pour prévenir ou traiter rapidement les maladies. Bien qu'il existe de nombreux traitements éprouvés, des schémas thérapeutiques plus courts permettraient aux agents de santé de traiter les malades en moins de consultations et sur des périodes plus courtes, ce qui accélérerait les délais d'élimination. En 2023, moins de 10 % des fonds consacrés à la recherche et au développement pour la plupart des maladies

infectieuses ont été affectés aux MTN, ce qui ne représente qu'une petite fraction de ce qui est nécessaire pour s'attaquer pleinement aux MTN.

Même avec des données et des médicaments, les pays ont besoin d'un financement flexible pour s'adapter à l'évolution de la situation et pour orienter la planification. C'est précisément ce que fait le fonds « Reaching the Last Mile » (Atteindre le dernier kilomètre) (RLMF), une plateforme de financement collaborative et diversifiée, en réunissant des autorités locales, des bailleurs de fonds internationaux, des entreprises et des ONG pour soutenir les gestionnaires de programmes dans leurs priorités essentielles, qu'il s'agisse de renforcer les capacités des laboratoires locaux ou de donner aux travailleurs de la santé les moyens d'atteindre les populations vulnérables.

En 2023, le Fonds « Reaching the Last Mile » a audacieusement élargi son objectif afin d'atteindre tous les pays d'Afrique où la cécité des rivières et la filariose lymphatique sont endémiques d'ici 2030, soit cinq fois plus que l'objectif initial. La Fondation Gates est fière de s'associer à d'autres partenaires désireux de soutenir cette vision, mais l'augmentation des objectifs du fonds s'est accompagnée d'une augmentation de ses besoins de financement. Des investissements accrus de la part des bailleurs de fonds et des pays endémiques aideraient les pays du continent à mettre en place des programmes de traitement dans un plus grand nombre de communautés et à veiller à ce que les progrès durement acquis soient préservés même après l'arrêt du traitement – reproduisant ainsi le succès du Niger à grande échelle.

Dans le contexte actuel, nous devons donner la priorité aux investissements qui ont un effet transformateur. S'il existe de nombreuses opportunités intéressantes dans le domaine de la santé publique, les programmes de lutte contre les MTN représentent une opportunité inégalée. Rien qu'au Niger, on

estime que l’élimination de la cécité des rivières a ajouté 2,3 milliards de dollars USD à l’économie du pays entre 1976 et 2019 – lorsque la plupart des programmes étaient actifs – permettant ainsi à davantage de personnes de mener une vie saine et productive.

Les bailleurs de fonds internationaux et les pays endémiques sont redevables à ceux qui sont en première ligne de la lutte et doivent faire plus en mettant tout leur soutien financier et politique au service des programmes de lutte contre les MTN. Ensemble, nous pouvons faire de la réussite historique du Niger le catalyseur d’un mouvement mondial, en permettant à des millions de personnes d’échapper à la négligence et en donnant de l’espoir à ceux qui souffrent encore.

Au Niger, cela fait des années déjà que l’équipe de Salissou a traité les derniers patients atteints de cécité des rivières et qu’elle a entamé le long chemin vers la certification de l’élimination de la maladie. Aujourd’hui, de plus en plus de jeunes n’ont jamais entendu parler de la maladie, ce qui représente un profond symbole de progrès, que nous pouvons continuer à reproduire, j’en suis persuadé.